

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : DUFUMIER, Marc

Titre : « L'agriculture au Venezuela », in *Notes et études documentaires*, n°4457, pp. 113-128

Editeur : La Documentation Française, Paris

Date : Novembre 1978

L'agriculture au Venezuela

Marc DUFUMIER (*)

Evolution historique

Les divers gouvernements qui se sont succédé au Venezuela depuis la chute du dernier « caudillo » en 1958 n'ont cessé de proclamer leur volonté de résoudre définitivement les graves problèmes dont souffre l'agriculture de ce pays. Encore récemment, le président Carlos Andres Perez disait accorder la priorité au secteur agricole dans les plans de développement et y consacrer des ressources budgétaires supplémentaires. C'est qu'en effet, l'agriculture vénézuélienne parvient difficilement à sortir d'une longue crise dont il nous faut chercher les origines dans les structures agraires héritées de la colonisation.

L'époque coloniale

Quand les conquérants espagnols arrivèrent au Venezuela à la fin du XV^e siècle, les Indigènes y vivaient en communautés autarciques et dispersées, sous le régime du travail collectif et de la propriété communautaire. Mais après avoir durement combattu les Indiens pendant près d'un siècle, les Espagnols ne tardèrent pas à imposer au Venezuela leur modèle féodal.

l'élevage autarcique

Les conquérants étaient partis en Amérique à la recherche des métaux précieux dont avait besoin la métropole. Mais le Venezuela à l'inverse du Pérou et du Mexique, ne répondit pas à leurs espérances. Seule la pêche des perles au large de la côte put satisfaire, pour un moment, leur soif de richesses. Les Espagnols durent alors se rendre à l'évidence : il ne leur restait plus qu'à se faire agriculteurs.

La colonisation des terres commença par les larges vallées de la chaîne littorale, puis s'étendit rapidement à la vaste plaine centrale des *llanos*, où les colons purent aisément pratiquer l'élevage. Légiférant pour toutes les colonies d'Amérique, le roi d'Espagne entreprit la distribution des terres aux conquérants selon le principe de la « merced de tierra » : les terrains étaient attribués aux soldats d'après leur grade et leur mérite, mais les limites des terres ainsi octroyées restaient fort imprécises, et c'est bien souvent par l'occupation pure et simple que les conquérants s'approprièrent de vastes propriétés : les fameux *hatos*.

(*) Ingénieur agronome chargé de mission à l'Institut des recherches et d'application pour les méthodes de développement (IRAM).

Par le système des *encomiendas*, la monarchie plaça les communautés indigènes ainsi expropriées sous la « protection » des colonisateurs. Les colons disposèrent par ce biais d'une main-d'œuvre servile. L'élevage, qui prédominait dans les llanos n'exigeait d'ailleurs que peu de bras, et les maîtres des hatos n'eurent donc pratiquement pas recours à l'importation d'esclaves.

L'élevage extensif pratiqué alors ne fournissait pas beaucoup de denrées exportables vers la métropole : seulement un peu de cuir. L'Espagne se désintéressa donc provisoirement de cette contrée si peu rentable, et les grands domaines de la vaste plaine centrale devinrent alors de véritables unités autarciques et féodales.

L'agriculture de plantation

Une fois épuisés les meilleurs gisements du Mexique et du Pérou, au début du XVIII^e siècle, la monarchie espagnole dut orienter l'activité des colonies vers l'économie de plantation, suivant en cela l'exemple des Anglais et des Français aux Antilles. Le Venezuela offrait des conditions écologiques particulièrement favorables à la culture du tabac, de la canne à sucre et du cacao, dans les vallées de la chaîne littorale.

Avec l'essor de l'agriculture de plantation, la terre et la force de travail se valorisèrent brutalement aux yeux des grands propriétaires de ces régions. Ceux-ci défendirent alors avec grand soin les limites de leurs *haciendas* et entreprirent de fixer la main-d'œuvre sur leurs propriétés en accordant en métayage (*aparcería*) de petits lopins de terre aux paysans indiens ou métis. Pour la production de cacao, qui nécessitait une force de travail abondante, les *hacendados* eurent même recours à l'importation d'esclaves africains. Véritable oligarchie foncière absentéiste, cette classe des *hacendados* préférait vivre dans les quelques villes nées à cette époque pour y participer à la commercialisation et à l'exportation des produits agricoles en liaison avec les compagnies de commerce établies par la métropole.

L'Angleterre constituait alors le principal acheteur de produits vénézuéliens. Or, l'Espagne se sépara brutalement de celle-ci pour se trouver sous la tutelle française après la chute de Bayonne en 1810. Les grands propriétaires fonciers de la chaîne littorale ne pouvaient accepter de se trouver ainsi privés de leur principal marché. C'est pourquoi, sous la conduite de Simon Bolivar, ils prirent la tête de la lutte pour l'indépendance.

Le Venezuela après l'indépendance

La bataille ne dura pas moins de dix ans. Les *hacendados* obtinrent finalement la victoire le 24 juin 1821, mais le pays sortait particulièrement appauvri de la guerre.

Une fois l'indépendance acquise, le Venezuela s'ouvrit très largement au commerce international, et les pays capitalistes d'Europe ne tardèrent pas à y implanter des « maisons commerciales ». C'est à cette époque qu'échut au Venezuela son rôle dans la division internationale du travail, comme producteur de denrées agricoles tropicales et comme importateur de produits manufacturés étrangers. Cette dépendance de l'économie vénézuélienne vis-à-vis du marché extérieur entraîna celle-ci dans le sillage des crises cycliques du capitalisme étranger. On assista au Venezuela à de véritables cycles de production répondant chacun aux variations de la demande étrangère : le cycle du cacao avait connu son apogée au cours de l'époque coloniale, mais les plantations durement éprouvées par la guerre perdirent beaucoup de leur importance. L'indigo se développa alors rapidement pour satisfaire les énormes besoins du textile européen,

mais s'effondra brutalement vers 1830 avec l'utilisation des teintures minérales. Le café enfin domina l'économie vénézuélienne tout au long du XIX^e siècle, se substituant partiellement au cacao sur la chaîne littorale et s'étendant rapidement jusqu'aux Andes.

Appauvris par la guerre d'indépendance, nombreux furent les *hacendados* qui durent emprunter des fonds aux maisons de commerce étrangères, en leur laissant par ailleurs le soin de commercialiser les produits. Ces sociétés commerciales s'approprièrent donc l'essentiel du profit en jouant à la fois sur les taux d'intérêt et sur les prix. Nombreux furent aussi les propriétaires d'*haciendas* qui remirent à leurs anciens esclaves quelques lots de terre non encore cultivés moyennant le don de la moitié de la récolte. Les domaines connurent ainsi une extension rapide de leurs superficies cultivées. Certains paysans enfin se réfugièrent dans les zones montagneuses encore inexploitées où ils pratiquèrent l'agriculture semi-itinérante sur brûlis. Ainsi se multiplia ce type de minifundia (*conucos*) dans les montagnes. Il n'y a guère que dans les llanos où les rapports sociaux restèrent relativement inchangés. L'élevage bovin continua d'y être pratiqué de façon extensive, pour les besoins du marché interne, dans un cadre encore semi-féodal.

La grande dépression de 1929-1936

La grande crise économique des années 1929-1930 dans les pays capitalistes avancés n'a pas manqué de frapper très durement l'agriculture vénézuélienne. La récession du marché mondial s'est rapidement traduite par une mévente des principaux produits d'exportation du continent latino-américain. Au Venezuela, les conséquences de la grande dépression furent moindres sur le pétrole (dont l'exploitation avait commencé dès 1914-1918 sous l'impulsion de la Royal Dutch Shell et de la Standard Oil) que sur les denrées agricoles d'exportation telles que le café et le cacao. Le pétrole, en effet, était devenu un produit de première nécessité dont les économies capitalistes pouvaient difficilement se passer, même en période de crise. Soutenue par les exportations pétrolières, la monnaie vénézuélienne fut à l'époque l'une des rares à ne pas subir de dévaluation. Mais le café et le cacao vénézuéliens se trouvèrent en position particulièrement défavorable sur le marché mondial.

De nombreux *hacendados* furent ainsi ruinés, non sans avoir auparavant hypothéqué leurs domaines. La crise s'est traduite au Venezuela par une concentration encore accrue de la propriété foncière, au bénéfice, le plus souvent, de l'oligarchie militaire au pouvoir. Les propriétaires de plantation furent contraints, pour maintenir les taux de profit, de changer sensiblement les rapports de production dans les *haciendas*, en faisant notamment de plus en plus appel à la main-d'œuvre salariée temporaire. Les *peones* journaliers fournirent alors la force de travail nécessaire, lors des pointes de travaux (récolte), tandis que des paysans *arrendatarios* (fermiers) continuaient de louer quelques parcelles à l'intérieur des grands domaines.

L'agriculture pour le marché interne subit un déclin moindre du fait qu'autour des activités pétrolières, le marché urbain était en régulière expansion. Mais les structures agraires ne permirent pas cependant une reconversion rapide de l'agriculture. En 1937, au terme de la récession, 13 % des exploitations monopolisent encore 97 % des superficies ; 31 % seulement des exploitations sont mises en valeur directement par leur propriétaire et 82 % des travailleurs de l'agriculture sont démunis de terre. L'absentéisme des latifundistes et la situation précaire des petits exploitants constituent alors les deux principaux obstacles à l'intensification agricole. La mécanisation reste très faible (118 tracteurs sur l'ensemble du territoire) et le travail agricole représente encore 97 % de la valeur ajoutée dans l'agriculture et 99 % dans l'élevage.

La « colonisation » des terres vierges

L'économie vénézuélienne souffre donc à l'époque d'un grave déséquilibre structurel. La production pétrolière représente 37 % du produit intérieur brut et 94 % des exportations du pays. L'agriculture n'est plus concurrentielle sur le marché mondial et ne parvient pas à produire en quantités suffisantes pour le marché interne. Les importations agricoles s'accroissent. L'exode rural commence. Attirés par les salaires élevés de l'industrie pétrolière et des chantiers de construction, de nombreux paysans émigrent vers les villes en expansion. Mais très vite, l'offre de travail deviendra excédentaire face à la demande d'une industrie déjà fortement mécanisée.

L'Etat va alors tenter de provoquer lui-même la mutation de l'agriculture, en puisant dans les abondantes ressources financières que lui procure l'industrie pétrolière.

La première intervention gouvernementale consiste à faciliter la mise en valeur de terres encore vierges, dans la vaste plaine centrale. Dès 1938, un Institut technique d'immigration et de colonisation (ITIC) est créé pour faciliter la venue d'immigrants étrangers. Une importante infrastructure routière est mise en place pour désenclaver les régions les plus reculées. Outre la « panaméricaine » et la « transandine » qui assurent la liaison entre Caracas et l'ouest du pays, trois voies routières sont tracées en direction des llanos. L'Etat décide le défrichement de certaines zones ainsi que la construction de réseaux d'irrigation (barrage de El Cenizo et de Guarico). Des crédits de campagne et d'équipement sont mis à la disposition des colons par l'intermédiaire de la Banque de l'agriculture et de l'élevage (BAP).

Ce n'est pourtant qu'après 1950 que commencera véritablement le processus de colonisation et de mise en valeur des terres encore inexploitées. Au total, ce sont 3 878 000 hectares de terres nouvelles qui sont mis en exploitation entre 1950 et 1960. Le phénomène est particulièrement net dans les zones de basse altitude qui bénéficient des infrastructures mises en place par l'Etat, dans les llanos et autour du lac de Maracaibo notamment. Cette colonisation « sauvage » des terres encore vierges se traduit principalement par la constitution de moyennes exploitations (entre 50 et 500 hectares) favorables à l'établissement d'une agriculture capitaliste.

Moindre croissance de l'agriculture

Les incitations du marché et l'intervention de l'Etat ne furent pas sans effet sur le niveau de la production agricole. Celle-ci s'est accrue à un taux moyen annuel de 1,5 % entre 1937 et 1950 et de 2,7 % entre 1950 et 1960. Ce développement de l'agriculture ne s'est pas opéré de façon uniforme. Si les cultures industrielles (coton, tabac, canne à sucre) et certaines céréales (riz, maïs) ont vu leur production s'accroître par suite de l'extension des superficies cultivées, il n'en fut pas de même pour le café et le cacao dont les surfaces et les rendements ont très sensiblement diminué.

Mais surtout, l'agriculture ne s'est accrue qu'à un rythme bien inférieur à celui des autres secteurs de l'économie (tableau I).

La part de l'agriculture dans le produit intérieur brut total n'a pas cessé de décliner, passant de 30 % en 1937 à 6,7 % seulement en 1960, mais ces chiffres doivent être relativisés étant donné l'importance prise par le pétrole dans le PIB.

Cette moindre croissance de l'agriculture et son retard relatif sur les autres secteurs commencèrent à peser lourdement sur le développement général de l'économie.

T. I. — DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE DE 1937 A 1960

	1937	1950	1960
Superficie des exploitations (milliers d'hectares)	23 370	22 127	26 005
Produit Brut Agricole (millions de bolivars) (a)	1 034	1 254	1 633
PBA/actif agricole (bolivars) (a)	1 780	1 850	2 410
Part de l'agriculture dans le PIB	30 %	14 %	6,7 %
Balance commerciale agricole (millions de bolivars) (a)	+ 168	- 315	- 672

a) au prix de 1957 ; 1 bolivar = 1,20 F.

Sources : Ministerio de agricultura y cría, Recensements de l'agriculture et de l'élevage de 1937, 1951 et 1961, Caracas ; Pinto Cohen G., *Agricultura y desarrollo, el caso venezolano*, CENDES — UCV, Caracas, 1966.

L'agriculture ne peut satisfaire notamment l'accroissement rapide de la demande en produits alimentaires résultant de la croissance démographique et des changements dans les modèles de consommation. Elle ne put non plus répondre complètement à la demande accrue en matières premières agricoles destinées aux industries de transformation. Pour pallier ces insuffisances de l'agriculture, il fallut avoir recours aux importations, tant et si bien que la balance commerciale agricole, autrefois excédentaire, devint de plus en plus déficitaire.

La productivité de l'agriculture restait encore très faible : 2 410 bolivars seulement par actif agricole en 1960. L'agriculture ne put dans ces conditions assurer de débouchés suffisants au secteur industriel du secondaire. Le retard relatif de l'agriculture allait ainsi à l'encontre du processus d'industrialisation.

De nombreuses familles paysannes émigrèrent d'ailleurs en ville à la recherche d'emplois plus rémunérateurs. L'exode rural prit particulièrement de l'importance à partir de 1940 et la population rurale ne constitua plus en 1961 que 32 % de la population totale. Mais l'industrialisation en cours nécessitant un fort investissement en capital, avec mise en place d'unités très fortement mécanisées, la masse des ruraux émigrés en ville trouva rarement du travail. Le nombre des chômeurs dans les grands centres urbains finit donc par représenter jusqu'à 16 % de la population active en 1960. L'entassement de tous ces chômeurs dans des conditions misérables aux alentours des grandes villes ne tarda pas à poser de graves problèmes sociaux et politiques. Cette foule de « sans emploi » participa d'ailleurs activement aux grandes émeutes urbaines qui aboutirent à l'éviction du dictateur Perez Jimenez en janvier 1958.

Des couches sans cesse croissantes de la population se rendirent alors à l'idée de procéder à une véritable réforme des structures agraires afin de liquider les vieux rapports sociaux précapitalistes à la campagne et de permettre ainsi une intensification réelle de la production agricole. Pour la bourgeoisie industrielle en plein essor, il s'agissait surtout de pouvoir se ravitailler à bas prix en matières premières d'origine agricole

et de s'assurer de plus grands débouchés sur le marché intérieur. Pour les classes dirigeantes, il s'agissait aussi d'endiguer l'exode rural et d'empêcher que de nouvelles familles paysannes ne viennent en ville rejoindre la masse des chômeurs en ébullition.

La réforme agraire

La chute de Perez Jimenez en janvier 1958 marque au Venezuela la fin d'une longue période de dictature. Jusqu'alors, en effet, le pays avait été dirigé par une succession presque ininterrompue de « caudillos » dont le pouvoir reposait essentiellement sur l'armée, le pétrole et les latifundia.

Très rapidement, après le renversement du dernier des dictateurs, le Venezuela se dote d'une constitution et d'un régime présidentiel « à l'américaine ». Désormais, la vie politique va être dominée par la relative alternance entre les deux plus grands partis politiques : l'Action démocratique (social démocrate) et le COPEI (démocrate chrétien). C'est au président Romulo Bétancourt, du parti Action démocratique que revint l'honneur de promulguer officiellement la loi de réforme agraire le 5 mars 1960.

La loi de réforme agraire

Cette loi, laborieusement rédigée par une commission spéciale qui intégrait en son sein aussi bien des marxistes convaincus que des représentants de la haute bourgeoisie et un archevêque ultraconservateur, représente un compromis.

Certes, elle se fixe comme objectif « la transformation de la structure agraire du pays et l'incorporation de sa population rurale au développement économique, social et politique de la nation, à travers la substitution au système latifundiste d'un système juste de propriété, de tenure et d'exploitation de la terre ». Mais elle ne porte pas réellement atteinte aux intérêts des grands propriétaires fonciers puisqu'elle prévoit leur indemnisation en cas d'expropriation et leur laisse aussi la possibilité de conserver leurs vastes domaines dans la mesure où ils s'engagent à en intensifier l'exploitation.

Si la loi prévoit bien de supprimer les vieux rapports de production précapitalistes tels que le fermage et les diverses formes de métayage, elle ne vise aucunement l'abolition du salariat et ne fixe aucune garantie pour les salaires agricoles.

La loi de réforme agraire établit aussi un certain nombre d'obligations pour l'Etat en ce qui concerne la mise en place d'infrastructures, l'octroi de crédits, et l'assistance technique aux paysans nouvellement dotés de terre, mais cette intervention de l'Etat telle qu'elle est prévue dans la loi s'apparente davantage à l'octroi de subventions sociales qu'à un programme économique proprement dit.

La loi promulguée en 1960 ne rompt pas fondamentalement avec la politique agraire précédente. Trois voies sont désormais offertes pour l'intensification de l'agriculture : celle déjà mise en œuvre de la « colonisation » des terres encore vierges, celle de la modernisation des grands domaines par leurs propriétaires et celle de la redistribution foncière et de l'aide économique en faveur des actifs agricoles les plus démunis de moyens de production.

Les vicissitudes de la mise en application

En mars 1960, la situation politique dans les campagnes est particulièrement délicate pour le gouvernement. Deux ans se sont écoulés depuis la fin de la dictature et, dans plusieurs endroits, les paysans n'ont pas attendu la loi de réforme agraire pour occuper de force certains grands domaines. La Fédération paysanne du Venezuela, qui regroupe déjà depuis un an la petite paysannerie, met en avant la redistribution foncière comme revendication première. Mais les agriculteurs capitalistes issus du récent processus de « colonisation » ne cessent de mettre en garde l'exécutif sur la nécessité de maintenir et accroître la productivité agricole en protégeant les « exploitations rentables ». Le 5 mai 1960, soit deux mois seulement après la promulgation de la loi de réforme agraire, ces exploitants s'organisent en une Fédération des associations de producteurs agricoles (FEDEAGRO) qui adhère aussitôt à la puissante Fédération des chambres de commerce et d'industrie (FEDECAMARAS). Sans jamais s'opposer trop ouvertement à la réforme agraire, cette nouvelle organisation syndicale ne cessera désormais de proclamer sa préférence pour la voie colonisatrice et sa volonté de promouvoir l'« agriculture d'entreprise » (*agricultura empresarial*).

Les gouvernements successifs de Bétancourt, Leoni et Caldera tenteront de satisfaire les revendications de la petite paysannerie sans terre tout en essayant de rassurer les propriétaires privés.

L'Institut national agraire (IAN) à qui revient le soin de mettre en œuvre cette politique s'efforce d'affecter à la réforme agraire le maximum de terres de propriété publique. Chaque fois que l'affectation d'un domaine privé est rendu inévitable, le gouvernement s'attache à indemniser largement son propriétaire grâce aux abondantes ressources financières dérivées de l'industrie pétrolière. La réforme agraire ne tarde pas à provoquer une véritable spéculation sur les prix des terrains qui subissent une hausse vertigineuse. N'a-t-on pas vu, par endroits, des propriétaires inviter les paysans à occuper leurs propres terrains dans le seul but d'en faire monter les prix ?

Les premières distributions de terre ne tardèrent pas à désamorcer la colère paysanne et tranquilliser le milieu rural. Dans l'espoir d'obtenir une solution légale à leurs problèmes, nombreux furent les paysans qui renoncèrent aux occupations illégales et eurent recours aux demandes de terrains prévues par la loi. La pression sur la terre se trouva ainsi progressivement canalisée par les procédures bureaucratiques.

Dans les premières années, sous la pression des nombreuses demandes de terre formulées par les paysans, l'Institut national agraire consacre la quasi-totalité de ses efforts à la redistribution foncière. Mais les « asentamientos campesinos » remis aux paysans ne font pas l'objet d'un découpage en parcelles organisées ; la répartition des terres entre paysans bénéficiaires s'effectue le plus souvent sans contrôle, en fonction des rapports de force du moment. Ce n'est qu'à partir de 1964 que l'IAN va mettre l'accent sur une répartition plus rigoureuse des terres et sur la mise en place d'un minimum d'infrastructure dans les « asentamientos ». A partir de 1965, l'accent sera mis sur l'octroi de crédits et l'assistance technique aux paysans bénéficiaires de la réforme agraire. En 1966, sont instituées les premières « unions d'emprunteurs », organisations destinées surtout à mieux coordonner les activités de l'Institut national agraire et de la Banque de l'agriculture et de l'élevage (BAP) et à contrôler davantage l'utilisation que les paysans font du crédit. On assiste alors à une gestion de plus en plus technocratique de la réforme agraire.

Finalement, 12 ans après la promulgation de la loi, la réforme agraire devient l'objet de très vives attaques. Une violente campagne de presse, émanant des milieux capitalistes et industriels, est menée à son encontre en février et mars 1972. Cette campagne dénonce principalement le coût exorbitant de cette réforme (8 milliards de bolivars en

12 ans). Les gâchis immenses occasionnés dans les travaux d'infrastructures, l'inefficacité de l'assistance technique, le faible remboursement des crédits, la corruption des fonctionnaires, etc. Dénoncée de toutes parts comme un échec, la réforme agraire sera mise en veilleuse dès 1974 par le gouvernement de Carlos Andres Perez.

Les résultats

Selon les critères retenus par la loi de réforme agraire, 350 000 paysans (minifundistes, salariés agricoles, fermiers, métayers, etc.) pouvaient espérer, en 1960, bénéficier d'un octroi de terres ; et la superficie agricole disponible pour la redistribution foncière s'élevait à environ 20 millions d'hectares. Mais en définitive, 140 000 paysans seulement ont été réellement dotés d'une parcelle dans le cadre de la réforme agraire. L'IAN n'a acquis au total que 6 millions d'hectares, soit moins du tiers de la superficie redistribuable. Encore faut-il préciser que 36 % seulement de ces terres sont d'origine privée, les autres ayant été prises sur le domaine public. Par ailleurs moins de 10 % de ces exploitations privées ont fait l'objet d'une expropriation proprement dite, c'est-à-dire que la majorité des terres privées acquises par l'IAN ont en fait été achetées à l'amiable. Pour les propriétaires en question, la réforme agraire fut sans doute l'occasion de reconvertir leur fortune dans des activités urbaines plus lucratives : spéculation immobilière, commerce, etc. L'Institut national agraire n'a redistribué d'autre part aux paysans que 2,5 millions d'hectares, soit moins de 20 hectares en moyenne par famille. En définitive, après 14 ans de réforme agraire, la terre continue d'être très inégalement distribuée (tableau II). Le recensement agricole de 1971 signale que plus des deux tiers de la superficie agricole utile se trouvent concentrés dans les latifundia de plus de 1 000 hectares (1,7 % des exploitations), tandis que les minifundia de moins de 5 hectares (43 % des exploitations) n'occupent que 1 % de la superficie.

T. II. — EVOLUTION DES STRUCTURES FONCIERES 1961-1971

Année du recensement	Latifundios de plus de 1 000 ha				Minifundios de moins de 5 ha			
	Nombre		Superficie		Nombre		Superficie	
	Unité	%	Milliers d'ha	%	Unité	%	Milliers d'ha	%
1961	4 223	1,3	18 655	72	155 617	48	358	1,4
1971	4 905	1,7	17 757	67	121 000	43	271	1,0

Source : Ministerio de agricultura y cría, Recensements de l'agriculture et de l'élevage de 1961 et 1971

Outre la redistribution foncière, l'Etat entreprit des travaux d'infrastructures dans les « asentamientos campesinos » pour un montant total de 630 millions de bolivars en 12 ans. Ces travaux, coûteux, mais souvent peu efficaces, ne profitèrent qu'à une minorité de paysans : 20 % seulement des bénéficiaires de la réforme agraire.

Moins de 30 % des paysans bénéficiaires de la réforme agraire reçurent des crédits de la Banque de l'agriculture et de l'élevage (BAP). Pour plus de 90 % ces fonds furent prêtés sous forme de crédits de campagne destinés aux cultures vivrières les moins rentables (riz, maïs, haricot, etc.). Les crédits à long terme destinés à l'équipe-

ment (construction de bâtiments, achats de machines ou d'animaux, etc.) ne représentent, quant à eux, que 10 % du montant total des prêts.

Rares furent donc les paysans qui purent, dans les « asentamientos », se procurer les moyens de production nécessaires pour transformer leurs parcelles en de véritables exploitations agricoles, compétitives sur le marché. Au 1^{er} janvier 1972, 30 % des bénéficiaires de la réforme agraire avaient déjà abandonné, cédé, ou vendu leurs parcelles. La moitié des terres ainsi abandonnées étaient reprises par des non-ayants droit à la réforme agraire.

Coûteuse, la réforme agraire au Venezuela n'a été rendue possible que grâce à l'importante rente pétrolière dont a continuellement disposé l'Etat. Mais inefficace sur le plan économique, cette réforme n'a pas réussi à limiter l'exode rural et fixer définitivement les petits paysans à la campagne. Entre 1961 et 1971, 975 000 personnes émigrèrent ainsi vers les villes à la recherche d'une meilleure condition sociale.

En fait, le rôle joué par la réforme agraire au Venezuela ne semble pas tant avoir été économique que directement politique. Elle a été surtout le moyen de désamorcer la colère paysanne et d'enrayer les troubles à la campagne, sans trop causer de préjudices aux grands propriétaires fonciers. La réforme agraire a aussi été un instrument de division de la petite paysannerie. Le caractère partiel de la réforme, l'attribution de parcelles de tailles différentes, l'inégalité des paysans face à l'octroi de crédits et l'accession au marché, ont abouti à la différenciation au sein du paysannat de couches sociales aux intérêts divergents et parfois même contradictoires. C'est à ce prix que l'Etat est parvenu à maintenir un calme relatif dans les campagnes et créer ainsi les conditions favorables à l'essor d'un secteur agricole capitaliste plus ou moins intégré aux structures du capitalisme industriel commercial et financier.

Développement de l'agriculture capitaliste

Evolution de la production agricole

Depuis 1960, l'agriculture vénézuélienne a fait preuve d'un dynamisme incontestable. Le produit agricole brut, mesuré à prix constants, s'est accru à un taux moyen annuel de 4,6 %, soit à un taux supérieur à celui de l'accroissement démographique, lequel a été pourtant très élevé : 3,6 %. La croissance de la production agricole est restée proche de celle de l'ensemble de l'économie et le produit agricole brut continue de représenter 6,7 % du produit intérieur brut en 1974.

Mais l'accroissement de la production agricole n'a cependant pas été uniforme pour tous les produits : d'une façon générale, les productions animales sont celles qui ont le plus progressé. La production de lait, en particulier, a plus que doublé en douze ans. Celles d'œufs et de volailles ont plus que triplé dans le même laps de temps. En ce qui concerne les productions végétales, ce sont les cultures industrielles (coton, canne à sucre et surtout sésame, etc.) qui ont connu le plus vif essor. Les productions de riz et de maïs ont connu elles aussi une progression soutenue. Mais la production de café et de cacao a pratiquement stagné ; et celles de haricot et de manioc ont même enregistré un recul.

Cette évolution n'a pas été sans impact sur la balance commerciale agricole. Autrefois importateur de riz, le Venezuela est depuis 1965 un exportateur de cette denrée. De même le Venezuela exporte du sucre depuis 1964, et de l'huile de sésame depuis 1968. Le pays couvre aussi la totalité de ses besoins en œufs et volailles depuis 1969 ; et les importations en produits laitiers et viandes bovines ont très régulièrement diminué depuis 1960. Par contre, l'accroissement de la production de maïs n'est pas parvenu à combler le déficit enregistré en 1960. Bien au contraire, les importations de cette céréale se sont considérablement accrues pour satisfaire la demande sans cesse croissante des fabriques d'aliments composés pour le bétail. Les exportations de café et de cacao, enfin, ont accusé une légère diminution, du fait de la stagnation de la production et de l'augmentation de la demande sur le marché intérieur.

Les voies de l'intensification agricole

L'accroissement de la production agricole ne s'est pas opéré de la même façon pour tous les produits.

L'augmentation des productions de riz et de maïs provient presque exclusivement de l'élargissement des surfaces qui leur ont été consacrées, sans que les rendements, à l'hectare aient véritablement progressé. Mais cet accroissement des superficies, dédiées à chacune de ces cultures provient essentiellement du retournement d'un grand nombre de prairies naturelles consacrées autrefois à l'élevage extensif, notamment dans le nord et le nord-ouest des Llanos. Aussi peut-on dire que cet élargissement des surfaces cultivées traduit en fait une certaine intensification de l'agriculture. Ces productions sont surtout le fait des petites et moyennes exploitations. Le maïs est produit pour plus de la moitié dans les « asentamientos campesinos », et ces derniers détiennent près de 40 % de la superficie cultivée en riz.

Les cultures industrielles, telles que le sésame, le coton et la canne à sucre, sont cultivées principalement dans les moyennes et grandes exploitations mécanisées. Les rendements pour chacune de ces productions n'ont d'ailleurs pas cessé de s'accroître par suite d'une utilisation relativement intensive en « inputs » d'origine industrielle.

L'accroissement très rapide des productions animales provient, quant à lui, presque exclusivement de la modernisation des grands domaines. Il résulte tout à la fois d'une plus grande rationalisation dans la conduite des troupeaux, de l'utilisation plus fréquente de l'insémination artificielle, de la création de prairies artificielles et de l'achat d'aliments concentrés pour le bétail. Des ateliers de production très modernes ont été implantés pour les porcins et les volailles, tandis que l'élevage laitier a progressé moyennant l'utilisation d'une technologie relativement sophistiquée : traite mécanique, tanks réfrigérants, etc. Il n'est pas douteux qu'un grand nombre de propriétaires de latifundia aient ainsi intensifié leurs exploitations afin d'échapper aux règles d'expropriation prévues par la loi de réforme agraire.

L'intégration agro-industrielle

L'essor de l'agriculture, qui est observé depuis 1960 paraît en fait très étroitement lié à la croissance de l'industrie. Il est clair, à cet égard, que les cultures industrielles sont de celles qui ont le plus rapidement progressé. Mais même les productions alimentaires, telles que le lait, les œufs et les céréales, sont de moins en moins

consommées directement, mais sont davantage traitées, au contraire, par les industries de transformation ou les entreprises de conditionnement. Le maïs par exemple, qui est depuis toujours l'aliment de base des Vénézuéliens, est de plus en plus industrialisé sous la forme de « farines précuites », à moins qu'il ne serve à la fabrication d'aliments composés pour le bétail. Les cultures vivrières traditionnelles qui ne sont guère transformées avant consommation, telles que les haricots, les racines et les tubercules, ont vu, quant à elles, leur production décroître. L'expansion des industries de transformation et la demande corollaire en matières premières d'origine agricole a donc été l'un des facteurs décisifs du rapide essor de l'agriculture.

Les entreprises qui achètent les matières premières agricoles sont très peu nombreuses du fait de l'importante concentration du capital. En ce qui concerne la production de sucre, par exemple, le groupe vénézuélien Wollmer-Zuloaga contrôle à lui seul pas moins de 7 centrales sucrières sur les 10 existantes au Venezuela. La concentration n'est pas moins prononcée pour ce qui est des céréales : tandis qu'un seul groupe domine toute la fabrication des farines de maïs « précuites » au travers de la société PROMASA, l'industrie des aliments du bétail est entièrement contrôlée par deux grands groupes concurrents : le groupe Mendoza qui possède la totalité des entreprises PROTINAL et le trust nord-américain Ralston qui détient la majorité des actions dans les entreprises PURINA. Deux sociétés dominent aussi la production de semences sélectionnées : PROSECA (du groupe Mendoza) et ANPROSE. Les industries du sésame et du coton sont relativement plus nombreuses et moins concentrées ; mais chaque entreprise n'en dispose pas moins autour de ses usines d'une « zone d'influence » dans laquelle elle se trouve en position de « quasi-monopole ». Les industries du lait, enfin, étaient encore contrôlées jusqu'à une date très récente, par la firme Nestlé et le trust américain IBEC (International Basic Economy Corporation).

Ces grandes entreprises agro-industrielles ont joué un rôle décisif sur la production agricole par le biais des crédits octroyés aux agriculteurs et des débouchés offerts à leurs produits. Mais se trouvant généralement en situation de monopole, ces entreprises eurent intérêt à planifier la production agricole afin de l'ajuster le plus précisément possible à leurs propres besoins. Cela s'est réalisé au moyen d'une intégration verticale de type contractuel. Les entreprises agro-industrielles fournissent alors les crédits, la plupart des facteurs de production nécessaires et l'assistance technique. En contrepartie de ces services, les agriculteurs sont contraints de livrer une quantité déterminée de produits aux sociétés industrielles. Le degré d'intégration varie selon les différentes branches et dépend très souvent de la situation de monopole plus ou moins accusée dont bénéficient les industries. Il est très élevé, par exemple, dans le cas de la canne à sucre, où les centrales sucrières vont jusqu'à imposer le type de machines à employer et la date précise de chacun des travaux culturaux. Deux grands complexes sucriers de l'Etat de Yaracuy viennent même de s'approprier en un temps record toutes les terres cultivables en canne à sucre situées aux alentours de leurs centrales, condamnant ainsi un grand nombre de paysans à devenir ouvriers agricoles sur leurs anciennes terres. Mais, en définitive, quelles que soient les formes concrètes qu'elle a pu revêtir, l'intégration de l'agriculture dans le processus industriel s'est opérée à deux niveaux : les agriculteurs se sont mis à produire chaque jour davantage de matières premières agricoles pour les besoins de l'industrie et ont consommé pour l'activité agricole des quantités croissantes de biens manufacturés : engrais, produits chimiques, machines agricoles, etc.

Dans le cadre de cette intégration et face aux sociétés industrielles en position de monopole, les agriculteurs se trouvent pratiquement dans l'obligation de se soumettre aux prix fixés par ces dernières, à moins que l'Etat n'intervienne pour les déterminer lui-même. Jusqu'en 1974, l'Etat ne garantissait des prix minima aux producteurs que pour cinq produits : riz, maïs, sorgho, coton et sisal. Encore faut-il souligner que ces prix n'ont que très rarement été relevés. Par contre, si le prix des engrais ne s'est

pas élevé trop rapidement par suite de l'installation au Venezuela d'une industrie pétrochimique productrice d'engrais, il n'en a pas été de même pour celui des machines agricoles (tableau III).

T. III. — INDICE DES PRIX DE GROS

	1960	1970
Engrais	100	114
Machines agricoles	100	276
Produits agricoles	100	112

Source : FEDEAGRO, *Informe sobre necesidades de financiamiento del sector agropecuario*, Caracas, 1971, p. 59.

De nombreux agriculteurs, à commencer par les plus petits qui travaillent dans de moins bonnes conditions de productivité se retrouvent ainsi « coincés » entre les prix des moyens de production qui ne cessent d'augmenter à vive allure, et ceux des produits agricoles dont la hausse est beaucoup plus lente. L'intégration croissante de l'agriculture dans la stratégie du capitalisme industriel contribue donc à renforcer l'opposition entre les exploitants agricoles et la bourgeoisie industrielle et commerciale. Cette opposition s'est traduite en juin 1972 par une rupture fracassante entre la fédération des associations de producteurs agricoles (FEDEAGRO) et la fédération des chambres de commerce et de production (FEDECAMARAS).

Les récentes mesures de l'Etat en direction de l'agriculture

Lorsque M. Carlos Andres Perez accède à la présidence de la république en mars 1974, l'agriculture vénézuélienne est en pleine crise. A maintes reprises au cours de la campagne électorale, les exploitants agricoles ont manifesté pour réclamer une revalorisation immédiate des prix agricoles à la production. Parvenu au pouvoir peu après que l'OPEP ait résolu de tripler le prix du pétrole brut, le gouvernement de M. Carlos Andres Perez dispose de recettes accrues : pas moins de 10 milliards de dollars pour la seule année 1974 ! Aussi va-t-il pouvoir consacrer d'énormes ressources supplémentaires au secteur agricole, considéré comme prioritaire.

Les décrets présidentiels

Dès le mois de juin, le président de la république annonça une série de mesures tendant à « réduire la détérioration des termes de l'échange entre l'agriculture et l'industrie » et à « faire de l'agriculture une activité rentable ».

La première de ces mesures consista en l'établissement de prix minima pour un grand nombre de produits agricoles. Pour la plupart les prix agricoles ont ainsi augmenté ; mais plus qu'une réelle revalorisation, cette hausse (de 18 % en moyenne) représenta un simple réajustement des prix face à l'accroissement très sensible des coûts de production. Pour beaucoup d'exploitants, les nouveaux barèmes représentèrent des prix maxima, les industriels sachant imposer aux producteurs un certain nombre de pénalités suivant la plus ou moins bonne qualité des produits. Par ailleurs, ces mêmes industries ne tardèrent pas à répercuter systématiquement cette hausse sur leurs prix de vente, alimentant ainsi l'inflation qui, pour la première fois au Venezuela, dépassa le taux annuel de 15 %.

Le nouveau gouvernement tenta aussi de geler les prix des principaux produits industriels nécessaires à la production agricole. Mais faute de pouvoir choisir les prix de référence, cette mesure resta pratiquement sans effet.

Plus importante fut la décision de créer un fonds spécial d'investissement destiné exclusivement à l'agriculture et doté de deux milliards de bolivars. Ce fonds permit en effet d'octroyer de nombreux crédits aux exploitants par le biais notamment de l'Institut du crédit agricole (ICAP) pour les petits paysans, de la Banque pour le développement de l'agriculture et de l'élevage (BANDAGRO) pour les plus gros exploitants, mais aussi par l'intermédiaire des banques privées. Plus des 2/3 des crédits furent accordés à de très grands exploitants capitalistes pour des investissements destinés à l'élevage. Les paysans bénéficiaires de la réforme agraire reçurent par contre moins de 5 % du total des sommes prêtées.

Le gouvernement essaya enfin d'encourager la production agricole en autorisant la remise, la reconversion ou la consolidation de la dette agricole (1,8 milliard de bolivars). Plus encore il exonéra d'impôts tous les bénéfices d'origine agricole ou apparentés. Ainsi furent notamment exonérés les intérêts provenant de crédits concédés à des fins agricoles. Ces mesures furent très rapidement utilisées par des sociétés commerciales et financières pour s'abstenir du paiement de l'impôt au moyen d'investissements réels ou fictifs dans l'agriculture. Pour les agro-industries, cette décision de l'Etat fut un stimulant pour étendre encore davantage le processus d'intégration.

L'abandon de la petite paysannerie

Cette injection de capital dans l'agriculture n'a pas été sans effet sur le niveau de la production agricole. Celle-ci s'est accrue de 7,6 % en 1974 et de 8,3 % en 1975 par suite notamment d'une extension des superficies mises en cultures de respectivement 13 et 10 %.

Mais très rapidement, les mesures présidentielles virent leurs effets limités par l'inflation grandissante dont a été sujet l'ensemble de l'économie. Dès avril 1975, un vaste mouvement s'est dessiné dans les campagnes en faveur d'une nouvelle revalorisation des prix agricoles. Cette revendication donna lieu à d'imposantes manifestations d'exploitants agricoles dirigées principalement contre les agro-industries. Dans un discours prononcé le 5 octobre 1975, le président Carlos Andres Perez dut annoncer une deuxième hausse des prix pour cinq productions agricoles dont le maïs et le sésame. Il dut promettre aussi à cette occasion de nationaliser une fabrique étrangère d'aliments pour bétail ainsi que l'entreprise laitière INDULAC contrôlée jusqu'alors par la firme NESTLE.

Si ces nouvelles décisions furent en mesure de soulager momentanément les producteurs les plus compétitifs, elles ne semblèrent pas satisfaire pleinement la petite

paysannerie représentée notamment par la Fédération paysanne du Venezuela (TCV). Celle-ci ne cesse de réclamer, en effet, la fixation de prix agricoles plus élevés pour les petits exploitants qui produisent dans de moins bonnes conditions de productivité. Ce à quoi le président a répondu, le 6 octobre 1975 : « La fixation des prix agricoles ne peut continuer de se faire en fonction des producteurs marginaux à bas rendement, et l'augmentation de la production ne peut non plus provenir d'un accroissement chez ce type de producteurs. » Cette déclaration est très révélatrice de la stratégie mise en œuvre par le nouveau gouvernement dans l'agriculture : la modernisation de cette dernière pour les besoins de l'agro-industrie ne peut se faire efficacement qu'au sein des grandes exploitations.

Il est significatif à cet égard que la réforme agraire ait été mise pratiquement en veilleuse par le nouveau gouvernement : pas plus de 519 paysans ont été dotés de parcelles en 1974, et 95 seulement l'ont été en 1975 ! 200 000 familles paysannes attendent de pouvoir bénéficier d'une redistribution foncière et vivent encore dans des conditions fort précaires. Certes, le nouveau gouvernement a fixé un salaire minimum de 15 bolivars par jour pour les ouvriers agricoles ; mais outre le fait que cette loi n'est que très imparfaitement appliquée, elle ne concerne que les salariés permanents qui ne représentent qu'une faible proportion des travailleurs agricoles.

La modernisation de l'agriculture et la pénétration du capitalisme dans les campagnes se sont opérées directement sous la dépendance des agro-industries en plein essor, grâce à l'aide de l'État dont les ressources budgétaires n'ont pas manqué du fait de la rente pétrolière. Cette politique agraire n'a pas été sans succès en ce qui concerne la production agricole dont la croissance est restée soutenue. Les entreprises industrielles trouvent maintenant sur place la majeure partie des matières premières d'origine agricole dont elles ont besoin ; mais la voie suivie n'a guère permis, par contre, d'assurer un élargissement suffisant du marché intérieur ; tant et si bien que 45 % environ de la capacité de production de l'industrie vénézuélienne serait actuellement inutilisée. Les transformations de l'agriculture n'ont pas résolu le problème des paysans pauvres qui se trouvent de plus en plus « marginalisés ». Elles n'ont pas mis fin à l'exode rural, ni contribué à résoudre le problème crucial du sous-emploi.

ANNEXES

1. — QUELQUES INDICATEURS RELATIFS AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE (1937-1970)

	1937	1950	1960	1970
Produit Brut Agricole (millions de bolivars) (a)	1 033	1 254	1 632	2 430
Population active agricole (milliers de personnes)	595	695	677	658
Produit Brut Agricole par actif (bolivars) (a)	1 780	1 850	2 410	3 700
Part du Produit Brut Agricole dans le PIB	30 %	14 %	6,7 %	6,7 %
Engrais chimiques utilisés (milliers de tonnes)	2,4	5,7	74	230
Engrais chimiques utilisés pour 1 000 ha (tonnes)	2	2	17	40
Existence de tracteurs (milliers d'unités)	0,1	3,9	14,7	22,2
Tracteurs pour 1 000 ha agricoles (unités)	0,1	1,3	3,3	3,8
Aliments composés pour animaux consommés (milliers de tonnes)	0,2	17,4	40,5	64,0

a) Au prix de 1957 : 1 bolivar = 1,20 F.

Sources : Ministerio de agricultura y cría, Recensements de l'agriculture et de l'élevage de 1937, 1950, 1961 et 1971 ; Pinto Cohen G., *Agricultura y desarrollo, el caso venezolano*, CENDES - UCV, Caracas, 1966.

2. — CONCENTRATION FONCIERE EN 1971

Intervalles de Superficie	Exploitations		Superficies	
	Nombre	%	Hectares	%
0 — 1 ha	13 120	4,6	6 277	0,0
1 — 5 ha	108 461	38,3	265 858	1,0
5 — 10 ha	49 263	17,4	314 639	1,2
10 — 20 ha	41 243	14,5	510 369	1,9
20 — 50 ha	32 335	11,4	914 747	3,4
50 — 100 ha	14 251	5,0	915 903	3,5
100 — 500 ha	16 171	5,7	3 324 876	12,5
500 — 1 000 ha	3 867	1,4	2 517 149	9,5
Plus de 1 000 ha	4 905	1,7	17 756 637	67,0
Total	283 616	100,0	26 526 455	100,0

Source : Recensement général de l'agriculture et de l'élevage de 1971.

3. BIBLIOGRAPHIE

- BRITO FIGUEROA F., *Historia económica y social de Venezuela*, Universidad central de Venezuela (UCV), Caracas 1966 (2 tomes), 688 p.
- CENTRO DE ESTUDIOS DEL DESARROLLO (CENDES-CIDA), *Reforma agraria* (9 vol.) :
- 1) El proceso de adquisición de tierras, 1968, 273 p.
 - 2) El proceso de dotación de tierras, 1968, 365 p.
 - 3) Ingreso y nivel de vida de los beneficiarios, 1968, 263 p.
 - 4) Datos económicos de los beneficiarios, 1969, 168 p.
 - 5) Datos sociales de los beneficiarios, 1969, 144 p.
 - 6) Metodología de la encuesta nacional de los beneficiarios, 1969, 201 p.
 - 7) Seis trabajos sobre reforma agraria, 1969, 173 p.
 - 8) Los campesinos venezolanos. Organización política, liderazgo y economía, 1970, 172 p.
 - 9) Cooperativas y cambio en Venezuela, 1970, 163 p.
- CHAVES (Luis Fernando), *Geografía agraria de Venezuela*, Caracas, 1963.
- DOCUMENTATION FRANÇAISE, L'expérience démocratique au Venezuela, in *Problèmes d'Amérique latine, Notes et études documentaires* (n° 3423), Paris, 29-9-67.
- DUFUMIER M., *Réforme agraire au Venezuela*, thèse Paris I, décembre 1973, 391 p.
- GOUSSAULT Y., Des latifundia aux fermes capitalistes, in *Le Monde*, 31 octobre 1975, p. 15.
- JOUVIN J.J., La situation économique actuelle du Venezuela, in *Notes et études documentaires*, n° 3454 (PAL VII), La Documentation française, 12-1-68.
- LOSADA ALDANA R., *Venezuela : latifundio y subdesarrollo*, UCV, Caracas, 1969, 283 p. *Venezuela : terre et société*, thèse EPHE, Paris, 1971, 2 tomes, 787 p.
- MARCHAND (Bernard). — Le Venezuela, in *L'Amérique latine, approche géographique générale et régionale* sous la direction de Cl. Collin-Delavaud, Bordas, 1973, tome 2.
- MARTEL A., *La agricultura entre la carraplana y el despelote*, ed. Lisboa, Caracas, 1976, 116 p.
- MAZA ZAVALA D.F., *Aspectos del desarrollo económico de Venezuela*, UCV, Caracas, 1962, 168 p.
- PACIANO PADRON V., La coopération dans la réforme agraire au Venezuela, thèse Paris I, 1971, 243 p.
- PINTO COHEN G., *Agricultura y desarrollo, el caso venezolano*, CENDES, UCV, Caracas, 1966, 89 p.
- RANGEL D.A., *Capital y desarrollo* (2 t.) : I. *La Venezuela agraria* (370 p.) ; II. *El Rey petróleo* (417 p.).
La Oligarquía del dinero, ed. San José, Caracas, 1972, 404 p.
- SYLVA MICHELENA, J.A., « Le Venezuela : richesse et aliénation », in *Le Monde diplomatique*, novembre 1975, p. 21 et p. 23.
- VILA (Marco Aurelio), PERICCHI (Juan Jacobo), *Zonificación geoeconómica de Venezuela*, Caracas, 1968 (4 vol.).